

Bulletin d'histoire politique

Francis Dupuis-Déri, *Démocratie. Histoire politique d'un mot*, Montréal, Lux/Humanités, 2013, 446 p.

Diane Lamoureux



Volume 22, numéro 2, hiver 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022009ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022009ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamoureux, D. (2014). Compte rendu de [Francis Dupuis-Déri, *Démocratie. Histoire politique d'un mot*, Montréal, Lux/Humanités, 2013, 446 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 22(2), 340–342. <https://doi.org/10.7202/1022009ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Francis Dupuis-Déri, *Démocratie. Histoire politique d'un mot*, Montréal, Lux/Humanités, 2013, 446 p.

DIANE LAMOUREUX
Département de science politique
Université Laval

Dans ce long ouvrage, partiellement issu de sa thèse de doctorat, Francis Dupuis-Déri vise à montrer deux choses. La première, qui constitue l'essentiel du propos, c'est que la démocratie a largement été décriée dans l'histoire de la pensée politique. La seconde, c'est qu'au cours du XIX^e siècle (l'ouvrage fait référence à la décennie 1830 aux USA et à la révolution de 1848 en France, p. 13), on assiste à une réhabilitation partielle de la démocratie par le biais de sa réduction à la démocratie représentative.

Le propos n'est pas sans pertinence dans le contexte québécois actuel. En effet, le printemps érable de 2012 a permis à un nombre important de personnes de faire l'expérience pratique de la possibilité et de l'effectivité de la démocratie directe, que ce soit dans les assemblées générales étudiantes, dans des collectifs affinitaires divers ou encore dans les Associations populaires et autonomes de quartier. De plus, le gouvernement libéral ne s'est pas privé de se revendiquer de sa légitimité électorale, qu'il opposait à une « rue » assimilée au désordre, à la violence et à l'illégalité. Il y a donc dans l'objectif de cet ouvrage une thérapeutique salutaire. Les mots ont effectivement de l'importance et leur utilisation n'est pas anodine.

D'autant plus, comme nous le rappelle pertinemment Dupuis-Déri dans son introduction, que le mot démocratie, depuis sa réhabilitation historique du XIX^e siècle, a été utilisé à toutes les sauces. Que ce soit pour définir les forces en présence durant la Deuxième Guerre mondiale (où le régime stalinien a momentanément été associé aux régimes constitutionnels occidentaux au fait de leur commune opposition au totalitarisme nazi), ou encore les camps en présence durant cette « guerre froide » qui opposait supposément les démocraties occidentales et le totalitarisme stalinien, sans parler de la « fin de l'histoire » que représentait l'implosion des régimes de type soviétique en Europe.

Il me semble cependant peu judicieux de vouloir opérer une partition binaire entre agoraphilie et agoraphobie pour pallier à l'imprécision sémantique du terme « démocratie » et construire ainsi des postures politiques transhistoriques qui posent autant de problèmes que son utilisation non historicisée du terme démocratie. Car, que l'on aime ou l'on conspu le « peuple assemblé », c'est historiquement la notion même de « peuple » qui pose problème. Or cette notion de peuple n'est absolument pas problématisée dans l'ouvrage.

Si l'essentiel du propos porte sur les États-Unis et la France, les deux révolutions fondatrices de la modernité occidentale, l'ouvrage ne s'y limite pas et n'est pas entièrement nouveau dans son contenu. Pierre Rosanvallon s'est déjà livré à un exercice similaire pour la France, Baylin et Wood y consacrent une partie de leur réflexion sur la révolution états-unienne et Bernard Manin, dans son ouvrage sur le gouvernement représentatif, analyse les expériences révolutionnaires états-uniennes et françaises en mettant en lumière les vertus antidémocratiques prêtées au gouvernement représentatif. Outre les cinq chapitres portant sur les USA et la France, il y a donc un chapitre portant sur le mot démocratie depuis l'Antiquité grecque jusqu'aux révolutions modernes occidentales et une conclusion sur la généralisation et la « positivation » du terme démocratique à l'époque contemporaine.

Le moins qu'on puisse dire du premier chapitre, c'est qu'il manque de systématisme. Que le « peuple » s'assemble pour prendre des décisions à Athènes, dans les communautés villageoises médiévales, de même que dans les corporations ou dans les communautés religieuses, que la palabre fasse partie des traditions des populations autochtones ou soit pratiqué en Afrique et en Asie, cela fait-il pour autant de toutes ces expériences des expériences démocratiques que le principe de souveraineté étatique occidentale s'est employé à éradiquer ? Ce chapitre fait bien ressortir les limites de la notion d'agoraphilie ; certes, la participation directe à la délibération et à la décision politique (ce qui n'est pas toujours la même chose) est un élément constitutif de la démocratie, mais, comme le souligne Rancière, ce qui caractérise fondamentalement la démocratie, c'est qu'elle repose sur l'égalité politique de tous et de toutes et qu'elle présuppose des compétences civiques universelles. On est loin du compte dans la plupart des exemples de ce premier chapitre.

Les quatre chapitres qui suivent visent à montrer que ce qui s'est mis en place à la faveur des révolutions politiques fondatrices de la modernité occidentale contemporaine, ce sont moins des démocraties que des républiques, à savoir des États de droit qui reposent sur la distinction entre masses et élites, où le gouvernement échoit à des représentants éventuellement mandatés par le peuple ou une partie de celui-ci (la république états-unienne s'accommodant fort bien de l'exclusion des Noirs, des

autochtones et des femmes de l'électorat; la République française opérant une distinction entre citoyens actifs et citoyens passifs) et dans lequel la représentation politique s'inscrit dans une division du travail qui présuppose qu'il puisse y avoir une expertise dans le domaine politique qui n'est pas à la portée du commun des mortels (et encore moins des mortelles).

L'argument n'est pas nouveau. L'argumentation repose sur une évocation d'un nombre important d'intervenants politiques de l'époque révolutionnaire dans les deux pays, comme si l'illustration tenait lieu d'explication. Dans cette érudition impressionnante, j'aurais aimé qu'il y ait au moins une évocation des idées constitutionnelles de Condorcet, qui se définissait certes comme un républicain, mais qui avançait l'idée que les décisions politiques devaient reposer sur les délibérations des assemblées primaires (fondées à la fois sur la démocratie directe et l'égalité de participation). Il n'en demeure pas moins qu'il y a là un travail de collection des idées antidémocratiques des uns et des autres qui pourrait permettre de les analyser sans avoir à refaire le travail d'archive.

Comme l'approche est essentiellement descriptive, le chapitre 6 qui porte sur la «récupération» de la notion de démocratie par les élites politiques est décevant. L'argument de l'opportunisme est un peu court. Celui du marketing politique également. Quant à couper l'herbe sous le pied à la montée des socialistes, cela pose aussi problème d'autant plus que la plupart des socialistes se définissent à l'époque comme antipolitiques, c'est à dire qu'ils récusent la stratégie de conquête de l'appareil d'État pour changer la société.

Quant à la conclusion, le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle embrasse large et passe largement à côté de l'enjeu. L'équation «nous = démocratie = bien» et sa circularité est aussi peu convaincante que la thèse de Fukuyama sur l'horizon indépassable de la démocratie représentative et du libéralisme dans le monde de l'après 1989. Par ailleurs, l'importance des luttes que les populations un peu partout dans le monde ont dû mener pour obtenir au moins le suffrage universel est rapidement passé sous silence. La brièveté des extensions de l'enquête à l'Allemagne, au Canada et au Sénégal ne justifie pas vraiment leur inclusion dans cette étude, d'autant plus que pour ce dernier pays, l'auteur fait référence à des expériences sud-africaines ou nigérianes, comme si les pays africains étaient interchangeables.

Pour un public spécialisé, l'apport de l'ouvrage est des plus limités. Par ailleurs, dans une perspective d'éducation populaire, ce découplage entre démocratie et représentation politique et entre libéralisme et démocratie est tout à fait pertinent.